

Folio



L'enseignement de la culture générale

Le monde dépasse le cadre de la place de travail

EMIL WETTSTEIN

L'invention de la culture générale 7

PRATIQUE

Tout savoir sur les salaires 12

BCH
FPS

L'enseignement de la culture générale: une évaluation s'impose



Celles et ceux qui ne savent pas ce qu'est la «progression de l'impôt» peuvent en trouver en quelques secondes la définition et l'explication sur Internet. Ce terme (ou cette notion) faisait partie, il y a 21 ans, des questions posées à l'examen final d'apprentissage de commerce. Une des quatre réponses au choix était la bonne et les apprentis qui l'avaient apprise par cœur pouvaient donc cocher la bonne case.

Au cours des vingt dernières années, Internet n'a pas été la seule nouveauté à avoir changé le monde. Des changements se sont aussi produits dans la société et dans le monde du travail. Ces développements ont ob-

ligé les services responsables des concepts de l'enseignement de la culture générale à mieux justifier leurs décisions concernant cette «matière». Pourquoi s'occuper encore de culture générale dans un monde où, par simple clic, tout ce qui a trait à la «progression de l'impôt» s'affiche à l'écran?

La réponse à cette question a été donnée en 1996 avec la réforme globale du plan d'études, qui a aussi tenu compte des acquis au niveau de la théorie de l'apprentissage. Les matières habituelles, première langue, commerce et instructions civique, ont été remplacées par les deux matières «Société», «Langue et communication». Mais les travaux en rapport avec l'enseignement de la culture générale ne sont de loin pas terminés, même après la nouvelle révision de 2006. Le défi pédagogique des liens qui doivent être établis entre ces deux matières n'est pas encore vraiment maîtrisé. Et comme le disent de nombreux spécialistes, la qualité des plans de formation reste insatisfaisante, en partie du moins.

Une des possibilités de garantir la qualité des plans de formation des 270 écoles professionnelles de Suisse serait de les soumettre à une évaluation indépendante. Malheureusement, l'OFFT n'a pas voulu en assumer la responsabilité et a délégué cette tâche aux cantons, qui peuvent faire évaluer ces plans à l'interne ou la confier à l'extérieur – par exemple à l'aide d'une liste de critères élaboré par «Rumplur», le groupe régional des personnes chargées de faire appliquer ces plans.

Ce «fédéralisme» affecte la crédibilité que s'est forgée à grand peine l'enseignement de la culture générale. Dans cette matière aussi, comme le montrent HarmoS et le plan d'études 21, une harmonisation et un contrôle de la qualité sont indispensables. Il est urgent de procéder à une évaluation interscolaire et intercantonale des plans de formation de culture générale (tout comme de réactiver la «Commission suisse pour le développement et la qualité de la culture générale dans la formation professionnelle initiale»). C'est aussi ce que pense Rolf Dubs, qui a dirigé une telle évaluation en 1996. À la question qui lui a été posée à ce sujet début juillet 2010, il a répondu: «Compte tenu de l'importance que revêt l'enseignement de la culture générale, je suis convaincu que dans ce domaine, il est absolument indispensable de procéder à une évaluation très soignée et non idéologique».

Entre parenthèses: les questions à choix multiples mentionnées ci-devant gardent bien entendu aussi leur raison d'être aujourd'hui – mais il ne faut pas en rester là. Seuls ceux qui savent réellement ce qu'est la «progression de l'impôt» peuvent en discuter le but, expliquer ce qu'est l'équité fiscale et le bien-fondé ou non de la concurrence fiscale.



«Cette révision a donné du fil à retordre à plus d'un»

L'élaboration des plans d'étude école fondés sur le «plan d'études cadre pour l'enseignement de la culture générale» (PEC-CG) est achevée depuis un certain temps déjà. La qualité des plans d'étude école (PEE) est très variable, remarque Erika Langhans, de l'Institut des hautes études en pédagogie scolaire et didactique professionnelle (Zürcher Hochschulinstitut für Schulpädagogik und Fachdidaktik, ZHSF).

Interview Daniel Fleischmann

Erika Langhans, au travers des étudiants de la ZHSF et de vos travaux de recherche, vous connaissez bien les différents plans d'étude école pour l'enseignement de la culture générale. Quelle note moyenne leur donneriez-vous? Je me garderais bien de donner une note moyenne à ces plans d'étude école, car cela ne reflèterait pas les grandes différences qualitatives qui existent d'un plan à l'autre. J'ai consulté d'excellents plans d'étude école, auxquels je mettrais un 6 sans hésiter. Leurs auteurs ont fourni un travail énorme et de grande qualité. D'autres ne mériteraient qu'un 2, tant ils sont inappropriés. Il n'en va d'ailleurs pas autrement de la qualité de l'enseignement de la culture générale au quotidien. De nombreux enseignants ont saisi l'esprit du plan d'études cadre et travaillent effectivement de manière thématique, en prise directe avec l'actualité et en étant axés sur la pratique. Ils établissent des relations entre les deux domaines «Société» et «Langue et communication», transmettent des bases techniques et promeuvent la compétence opérationnelle de leurs élèves. De la sorte, ils contribuent de manière significative à l'atteinte des objectifs de formation et forment les élèves

À l'avenir, si de nouvelles réformes sont nécessaires, il conviendrait de se demander sans ambages s'il ne serait pas préférable d'élaborer un plan d'études sur le plan national.

pour en faire des citoyens responsables. Il n'est pourtant pas rare que je rencontre des enseignants qui transmettent la culture générale comme on avait coutume de le faire avant 1996, qui traitent des questions relatives au droit et à l'instruction civique de manière traditionnelle ou qui réduisent les questions linguistiques et de commu-

nication à des exercices normatifs et à la rédaction de lettres de correspondance et moins à celle d'autres types de textes. Les conséquences sont graves pour la qualité de l'enseignement lorsque le plan d'études cadre n'a pas été compris correctement. La transmission des bases techniques varie alors au hasard des contenus choisis, là où la systématique du plan d'étude datant de 1976 offrait de bons garde-fous.

Vous donnez des notes insuffisantes à une partie des plans d'étude école. Permettez-vous de m'intéresser un instant à ces plans d'études écoles insuffisants: pourquoi en est-il ainsi?

Les enseignants devraient pouvoir déduire des plans d'étude école la conception et la planification complexe de leurs programmes scolaires tout au long du cursus sco-

laire. Au travers du plan d'étude école, ils devraient aussi disposer d'un instrument les aidant à planifier l'enseignement et à en assurer une application efficace. Les plans d'étude école doivent en effet concrétiser les objectifs de formation inscrits dans le plan d'études cadre, lequel prescrit que le PEE:

- organise l'enseignement de la culture générale dans l'école professionnelle;
- en fixe les thèmes;
- précise le cadre de la promotion des compétences;
- détermine la procédure de qualification;
- applique la coordination au niveau des branches entre tous les lieux de formation.

Bon nombre de plans d'étude école n'at-



teignent pas ces objectifs, en tout ou en partie. Certains d'entre eux sont peu clairs ou trop chargés; aussi n'est-il pas possible d'en déduire un concept d'enseignement curriculaire. D'autres plans d'étude école n'indiquent pas quels objectifs d'apprentissage obligatoires doivent être vérifiés à la fin de l'apprentissage. D'autres encore détaillent trop peu ou de manière fantaisiste les huit aspects du domaine «Société» (culture, droit, écologie, économie, éthique, identité et socialisation, politique, technologie). Belle illustration, au passage, d'une application erronée du principe «avoir le courage de ne pas tout vouloir faire à fond». Enfin, il y a des plans d'étude école trop fouillés qui entravent la liberté des enseignants de moduler leurs cours à leur guise. J'ai déjà vu des dossiers prescri-



BRÈVE HISTOIRE DE LA CULTURE GÉNÉRALE À L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE

Il est désormais aussi possible d'échouer dans le travail d'approfondissement.

Jusqu'en 1996, la culture générale dans la formation professionnelle comprenait les branches suivantes: le français, les connaissances professionnelles et l'instruction civique. Elle se fondait sur un plan d'étude national datant de 1976, lui-même élaboré dans le but de garantir l'uniformité des examens de fin d'apprentissage. La pondération des notes a subi plusieurs adaptations. C'est ainsi que durant les années 80, l'instruction civile n'était plus considérée comme matière d'examen à la fin d'apprentissage et ne comptait plus que comme note dans le bulletin.

La réforme de l'enseignement de la culture générale date de 1996 et a été menée sous la direction de Res Marty; elle s'articulait autour de quatre idées principales:

- introduction d'un travail personnel d'approfondissement;
- remplacement du plan d'études uniforme par un plan d'étude cadre et des plans d'étude école (celui qui enseigne contrôle);
- introduction d'une nouvelle architecture des branches s'articulant autour des deux domaines «Société» et «Langue et communication»;
- promotion explicite des compétences professionnelles, personnelles, sociales et méthodologiques.

Le plan d'étude cadre sert d'assise pour l'enseignement de la culture générale de l'ensemble des formations professionnelles initiales qui ne règlent pas elles-mêmes la question de la culture générale dans les ordonnances sur les formations professionnelles initiales correspondantes. Il s'applique à la quasi-totalité des professions, mis à part celles d'employé de commerce, de médiateur et de libraire. De la sorte, l'enseignement de la culture générale constitue l'un des piliers de l'ensemble des formations professionnelles initiales.

La réforme, entrée en vigueur en mai 2006, inscrit plus solidement encore le plan d'étude cadre pour la culture générale dans la nouvelle loi sur la formation professionnelle.

C'est ainsi que le champ d'application du plan d'étude cadre a été étendu aux formations professionnelles initiales de deux ans. Le concept pédagogique et didactique, la répartition en deux domaines et la procédure de qualification n'ont alors pas été touchés.

Par comparaison avec le plan d'étude cadre de 1996, le domaine «Langue et communication» a été revalorisé. Les deux domaines partiels comptent chacun pour un sixième de la note finale «culture générale» et au moins 20 % de la note globale du certificat fédéral de capacité ou de l'attestation fédérale professionnelle. De la sorte, les compétences linguistiques et de communication des personnes en formation sont mieux promues.

Par ailleurs, la réforme de 2006 a rendu plus sévères les règles de réussite aux examens en ce qui concerne le travail personnel d'approfondissement (TPA). Jusqu'ici, il était possible de compenser un plagiat complet ou la non remise du TPA par d'autres notes. Désormais, la direction des examens a la possibilité de barrer l'accès aux examens dans de tels cas.

Tandis que le principe des notes n'est pas contesté pour l'instant, le système des points en arrière-plan des notes est sujet à critique. Thomas Büchi (enseignant en école professionnelle et responsable du bureau zurichois «Projets de plan d'études pour l'enseignement de la culture générale») critique le fait que les 10 à 14 notes du bulletin final d'apprentissage peuvent être arrondies deux fois. «C'est une absurdité mathématique qui conduit à des injustices».

DF

Erika Langhans est l'une des quatre didacticiennes pour la culture générale au Zürcher Hochschuleinstitut für Schulpädagogik und Fachdidaktik (ZHSF). De par ses activités, elle a été amenée à consulter une foule de plans d'étude école. En sa qualité d'intervenante, elle a aussi été consultée et a eu l'occasion d'examiner ces plans d'études sur place. Elle enseigne également, à raison de 50 %, la culture générale à la Baugewerblichen Berufsschule de Zurich. Enfin, elle est l'auteur de nombreux ouvrages, son dernier livre s'intitulant *Unterrichten an Berufsfachschulen. Allgemeinbildender Unterricht (ABU) (Enseigner dans les écoles professionnelles. L'enseignement de la culture générale [ECG])* conjointement avec Claudio Caduff, Alois Hunterpfund et Daniela Plüss, hep-verlag, 2010; erika.langhans@phzh.ch.



vant l'utilisation de tels films ou de tels articles spécialisés ou imposant le traitement de certains types de texte!

Pouvez-vous nous indiquer des raisons pour lesquelles une partie des plans d'étude école ne répondent pas aux attentes. Je dois avouer que je n'ai jamais vraiment compris le sens profond de la révision totale de 2006. Cette

De nombreux enseignants formés au nouveau système respectent avec beaucoup d'allant et d'à-propos l'esprit insufflé par les auteurs du plan d'étude cadre.

réforme a été lancée à un moment où, dans les formations initiales de quatre ans, deux volées venaient d'achever leur apprentissage selon le nouveau plan d'études cadre pour l'enseignement de la culture générale, à un moment donc où l'on ne disposait encore que de très peu d'expérience en la matière. Cette réforme a donné bien du fil à retordre à beaucoup d'équipes d'enseignants, non que celles-ci aient fait du mauvais travail, mais parce qu'elles ont dû digérer trop de réformes à la fois. Le corps enseignant s'est usé à surfer sur ces incessantes déferlantes: rien que dans le canton de Zurich, n'a-t-on pas compté jusqu'à 32 plans d'étude école! J'aurais, pour ma part, trouvé plus raisonnable d'adapter certains aspects du plan d'études cadre de manière pragmatique et d'investir le solde du temps disponible dans des formations continues. Je me demande d'ailleurs entre-temps s'il était vraiment sensé que chaque école élabore son propre plan d'études. À l'avenir, si de nouvelles réformes sont nécessaires, il conviendrait de se demander tout bonnement s'il ne serait pas préférable d'élaborer un bon plan d'étude sur le plan national.

Toutefois, le travail d'élaboration des plans d'étude école a eu des effets bénéfiques, les écoles se pensant comme des équipes d'enseignants, discutant des idées directrices et déterminant des objectifs de formation. Le succès a été au rendez-vous là où les équipes coopéraient déjà bien antérieurement. Dans d'autres cas, les travaux relatifs aux plans d'étude école n'ont pas amélioré l'atmosphère dans la salle des professeurs. L'ouverture au développement scolaire dépend en fait de plusieurs facteurs. D'abord, il convient d'avoir une bonne direction de l'école, laquelle dépend à son tour de la composition du collège des enseignants. En ce sens, il est permis d'affirmer sans hésiter que le travail d'élaboration des plans d'étude école est un processus ouvert, que ceux-ci peuvent être retravaillés sans problème et qu'il est possible d'éliminer des imperfections ou d'y insérer de nouvelles idées.

Prévoit-on une évaluation systématique des plans d'étude école? Non, une telle démarche n'est pas planifiée. L'OFFT fait remarquer que les cantons et les écoles – soit les organes ayant précisément développé ou autorisé les plans d'études – évaluent ceux-ci au fur et à mesure; je trouve personnellement cette démarche problématique. En 1996, on a procédé à une étude sur la mise en œuvre du plan d'étude cadre sous la direction de Rolf Dubs, qui a débouché sur des résultats intéressants. Ce groupe de travail avait pour mission d'évaluer la manière dont chaque école avait concrétisé le plan d'étude cadre dans son propre plan d'étude école.

Comment trouvez-vous la structure fondamentale du plan d'étude cadre avec les 8 aspects du domaine «Société» et le domaine «Langue et

communication»? Je trouve ce concept génial. L'idée qui sous-tend ce concept est cependant difficile à communiquer au public et elle est inconnue en Allemagne et en Autriche. Le grand défi consiste à relier ces deux domaines d'apprentissage et à les promouvoir concrètement en se basant sur des textes qui traitent de questions sociétales et permettent simultanément d'améliorer les compétences linguistiques et de communication. Souvent, la promotion de l'apprentissage des langues se limite à son aspect normatif. Dans l'idéal, les thèmes sociétaux sont traités selon 8 aspects et dans 4 domaines linguistiques. Dit autrement: l'apprentissage se fait directement sur l'objet même de l'apprentissage. Cette démarche fait appel aux compétences professionnelles, méthodologiques et linguistiques. On sait depuis longtemps que les «exercices à sec» détachés de l'objet de l'apprentissage n'ont pas le même impact que les exercices «intégrés».

Tout cela est toutefois exigeant. Dans quelle mesure les enseignants sont-ils préparés à cela? Les formations des instituts correspondants ont été adaptées au niveau de leurs plans d'études. De nombreux enseignants formés au nouveau système appliquent avec beaucoup d'allant et d'énergie l'esprit ayant animé les auteurs du plan d'étude cadre. Et bon nombre d'enseignants expérimentés n'ont pas hésité à suivre régulièrement des formations continues et à parfaire leur développement personnel. Toutefois, puisque le plan d'étude cadre pose aux enseignants des exigences très élevées, je suis d'avis que leur formation devrait aussi être très exigeante et qu'il ne faut pas faire des concessions dans ce domaine. Cela vaut aussi pour la formation continue, sans laquelle un enseignement de la culture générale de qualité est inconcevable.

Emil Wettstein était instituteur et c'est par des études d'ingénieur qu'il est arrivé à la formation professionnelle. Il a notamment conçu et dirigé la première école de techniciens (ABB) en Suisse alémanique et la formation des enseignants pour écoles professionnelles à l'Université de Zurich. Il travaille actuellement comme publiciste indépendant et chef de projets. www.bbprojekte.ch

Foto de Reto Schlatter

Encouragement de l'économie ou formation plus globale?

Un postulat de 1884 invite le Conseil fédéral à réaliser une étude sur la situation des industries et des commerces qui se plaignent des accords commerciaux et de faire examiner dans quelle mesure il serait possible de contribuer à renforcer ces industries et le secteur artisanal en révisant les tarifs douaniers, en soutenant les écoles des arts et métiers ou par tout autre moyen approprié. Des accords commerciaux avaient entraîné une suppression de barrières douanières, les bateaux marchands et le chemin-de-fer, grâce à son réseau en pleine expansion, offraient des prix de transport très avantageux. Le commerce local se trouvait confronté à une concurrence internationale à laquelle il ne pouvait pas tenir tête. Cette situation a provoqué de nombreuses faillites et fait grimper en flèche le taux du chômage. .

Le Conseil fédéral a accepté le postulat. Mais de nouvelles entreprises, qui travaillaient déjà à l'échelon international comme la société Volkart, à Winterthur et Bombay, Sulzer et le Crédit Suisse, s'opposèrent à de nouvelles barrières

res douanières. En 1884, il fut donc décidé de soutenir les écoles professionnelles. Vingt ans plus tard, la formation des apprentis entra dans la Constitution dans le cadre d'un article consacré à l'encouragement des arts et métiers. C'est l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail qui a été chargé de veiller à l'exécution des dispositions légales et, au niveau cantonal, les «secrétariats des apprentis» ont été intégrés dans les offices du travail. Conclusion: dès le départ et pendant des décennies, le but avoué de la formation professionnelle et de la formation continue était de soutenir la compétitivité de l'économie, en particulier des arts et métiers.

Aujourd'hui, les choses ont changées: dans la Constitution, la formation professionnelle est depuis 1999 incluse dans la section 3 «Formation, recherche et culture». Dans presque tous les cantons, les offices de la formation professionnelle font partie des directions de l'instruction publique et le transfert correspondant au niveau de l'administration fédérale ne devrait plus être une question d'années mais de mois. En bref: la formation professionnelle fait aujourd'hui partie de l'ensemble du secteur de la formation et ne se limite plus à un simple soutien des arts et des métiers. Cette évolution est certainement positive, même si elle n'a pas eu – à mon avis – que des avantages. Mais par rapport au thème de la présente édition de Folio, j'aimerais examiner d'un peu plus près les changements intervenus dans l'enseignement de la culture générale. Ces changements sont un acquis de cette phase de renouveau

dont les événements de 1968 sont encore présents dans les mémoires.

Jusqu'au début des années 70, l'enseignement obligatoire dans les écoles professionnelles consistait en une série de cours professionnels, de dessin (presque dans tous les métiers industriels et de l'artisanat) et quelques cours de commerce qui devaient préparer les apprentis à une future activité en tant que responsables d'entreprises artisanales: langue maternelle (connaissances générales de la langue et correspondance), arithmétique commerciale, calcul professionnel, comptabilité (dans le but de donner un aperçu des «exigences économiques d'une entreprise») ainsi que des cours d'instruction civique et d'économie pour acquérir des connaissances sur les institutions et la géographie économique.

Ce sont des enseignants des écoles professionnelles, et en particulier Konrad Weber, récemment décédé, qui ont vu que l'image des apprentis sur laquelle se fondait ce plan de formation ne correspondait plus à la réalité car bien rares étaient ceux qui dirigeraient un jour une entreprise. Soutenu par l'Office fédéral et par un comité d'association très actif, un groupe d'enseignants s'est donc attelé à la tâche de développer de nouveaux contenus. En collaboration avec le professeur Rolf Dubs, ces nouveaux contenus ont été rassemblés dans un «plan d'études orienté vers les objectifs», une forme tout à fait nouvelle à l'époque. La formation professionnelle devait dès lors permettre d'acquérir aussi des compétences au sens large du terme, éveiller l'intérêt pour la culture et inciter à participer activement au devenir du pays et de la société. L'enseignement «de culture générale» était né, un élément dans le cadre de l'évolution de la formation professionnelle destinée à soutenir l'économie vers un enseignement dont le but est centré sur les apprenants – un pas décisif vers une formation plus globale.



Discussion critique du plan d'étude école

En ville de Zurich, deux écoles professionnelles ont mis sur pied un atelier d'évaluation de leur plan d'étude école respectif. Un constat commun: la promotion des compétences interdisciplinaires est exigeante.

Texte Dagmar Bach

Durant l'automne 2009, de nombreuses écoles professionnelles du canton de Zurich, dont la Baugewerbliche Berufsschule (BBZ) et la Berufsschule Mode und Gestaltung (MGZ), ont commencé à enseigner conformément au nouveau plan d'étude école pour la culture générale. Ces deux écoles professionnelles en ville de Zurich sont distantes l'une de l'autre d'à peine un jet de pierre et les élèves qu'elles forment présentent des points communs: toutes deux forment un grand nombre d'élèves ayant un arrière-plan d'immigration, dont des coiffeuses et des maçons. La MGZ forme principalement de jeunes femmes alors que la BBZ accueille surtout de jeunes hommes et offre aussi des formations de quatre ans.

LE NOUVEAU PLAN D'ÉTUDE ÉCOLE POUR L'ENSEIGNEMENT DE LA CULTURE GÉNÉRALE

Depuis de nombreuses années, les deux écoles collaborent en matière de promotion de l'apprentissage des langues, simultanément confrontées dans les années 90 à des élèves requérant un appui linguistique afin de pouvoir suivre l'enseignement. Sur la base de cette collaboration de longue date, un groupe de travail composé de 10 enseignants issus des deux écoles a élaboré un nouveau plan d'étude école pour l'enseignement de la culture générale (PEE-CG). Les personnes chargées de l'enseignement

de la culture générale l'ont approuvé au printemps 2009.

Par rapport à la version antérieure, ce nouveau plan d'étude école présente diverses nouveautés.

Durée Pour la première fois, le plan d'étude école fixe de manière réaliste le nombre de leçons réellement disponibles pour l'enseignement de la culture générale. Les jours sans cours dans les «classes des lundis» (Pâques, Pentecôte, Tir des jeunes, etc.) durant lesquels ont lieu des leçons sanctionnées par un examen final, de même que la semaine d'excursion, etc. ont tous été déduits du nombre possible de 120 leçons par année. Il en est resté un minimum de 87 leçons durant lesquelles les objectifs fixés dans le plan d'étude école peuvent être poursuivis sans problème.

Domaine «Société» Le PEE-CG qui s'applique aux deux écoles se distingue uniquement par le fait que pour les professions de service enseignées à la MGZ (coiffeuses, esthéticiennes, fleuristes) exigent plus de temps consacré au comportement communicatif et que les accents principaux sont légèrement différents en matière de comportement face au risque adopté par chaque sexe. Les thèmes relevant du domaine «Société» sont plus comprimés et mieux centrés que par le passé. L'accent est mis actuellement plus directement sur les aspects «Éthique», «Identité et socialisation», «Économie» et les questions «genre». Seul le thème «Professions dans le miroir de la culture» est réellement nouveau: il s'intéresse aux rapports historiques et sociaux au cours de l'évolution du monde profes-

sionnel et leur reflet dans les arts.

Domaine «Langue et communication» Le concept à la base de ce domaine constitue en soi un défi. Le plan d'étude cadre de l'OFFT exige de fait que les deux domaines «Société» et «Langue et communication» soient traités sur un pied d'égalité et que les objectifs d'apprentissage en matière linguistique s'inscrivent dans le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR). Le plan d'étude école répond à cette exigence de promotion plus consciente et plus ciblée de l'apprentissage des langues, au travers d'une promotion explicite et implicite. Par promotion explicite de l'apprentissage des langues, on entend que la langue est l'objet explicite de l'apprentissage. Un minimum de dix leçons est prévu à cet effet. Dans ce cadre sont introduites et entraînées les formes de la lecture globale, sélective et détaillée. Par promotion implicite de l'apprentissage des langues, on entend l'utilisation ciblée de divers types de textes (par exemple courtes présentations, graphiques, notices, émissions de télévision) dans l'enseignement.

*Le plan d'étude école répond à
l'exigence d'une promotion plus
consciente et plus ciblée de
l'apprentissage des langues au travers
d'une promotion explicite et implicite.*

Ces approches permettent aux personnes en formation d'entraîner leurs capacités linguistiques à lire, écrire, entendre et parler. Le plan d'étude école prescrit certains types de textes pour lesquels des objectifs



linguistiques ont aussi été définis en fonction des différents niveaux prescrits dans le Cadre européen commun de référence pour les langues. La promotion implicite de l'apprentissage des langues permet de distinguer le contenu et la structure linguistique au niveau de la planification. L'objectif est une réduction de la complexité de l'enseignement de sorte à autoriser une promotion ciblée.

Promotion des compétences personnelles, sociales et méthodologiques Le plan d'étude école prévoit également dans ce domaine une promotion explicite et implicite. Les instructions sur la réflexion et l'introduction de stratégies sont mises explicitement au premier plan. La promotion implicite des compétences se traduit dans l'emploi de méthodes didactiques où la fréquence minimale est prescrite (par exemple travail en groupe, enseignement axé sur un projet, fixation d'objectifs).

TROIS PROJETS PARTIELS VISANT LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ÉTUDE ÉCOLE

La mise en œuvre du plan d'étude école passe par le lancement de trois projets partiels:

1. l'évaluation, qui devrait se dérouler sur un mode formatif dans l'enceinte de l'école;
2. les formations continues, rendues nécessaires par le nouveau plan d'étude école;
3. l'orientation de la promotion de l'apprentissage des langues, bien établie, vers les nouvelles exigences du plan d'étude école. Grâce à la promotion de l'apprentissage des langues, les écoles améliorent depuis belle lurette les capacités de lecture des personnes en formation.

L'accent durant la mise en œuvre a été mis d'emblée sur le domaine «Langue et communication». Déjà lors de l'élaboration du plan d'étude école, un grand nombre d'enseignants de la culture générale ont

fréquemment fait remarquer qu'ils considéraient comme un réel défi la pratique prônée par le plan d'étude cadre de l'OFFT, et cela même si les deux écoles peuvent s'appuyer sur leur longue expérience de la promotion de la lecture et que de nombreux enseignants sont déjà familiers du Cadre européen commun de référence pour les langues.

PRÉPARATIFS EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU PLAN D'ÉTUDE ÉCOLE

Compte tenu de cette situation et pour marquer le début du plan d'étude école pour l'enseignement de la culture générale en juillet 2009, les écoles ont organisé trois journées de formation continue comprenant notamment des offres destinées aux enseignants de la culture générale et aux enseignants des connaissances professionnelles et souvent consacrées à la mise en œuvre des nouveaux plans de formation. En matière d'enseignement de la culture générale, l'accent principal a été mis durant l'atelier sur l'état des lieux linguistique, les planifications semestrielles, la promotion des compétences linguistiques normatives, l'écriture et la présentation. Les «multiplicateurs» ont été en l'occurrence les personnes ayant collaboré à l'élaboration du nouveau plan d'étude école; ils ont émis des propositions en vue d'une planification semestrielle. Dans leur atelier, il a été montré toute l'importance pour les enseignants de pouvoir s'exercer à des tâches de planification inhabituelles en vue d'une promotion explicite et implicite de l'apprentissage des langues et des compétences. À l'opposé, le traitement du domaine «Société» était une chose connue, cette manière de structurer l'enseignement et de travailler avec des objectifs d'apprentissage opérationnels faisant partie du bagage habituel de tout enseignant. Le souhait souvent exprimé de disposer d'une «planification semestrielle type» a de ce fait été exprimé comme le besoin de garder

la vue d'ensemble sur les divers domaines, à savoir la combinaison de la promotion de trois entités: apprentissage des langues, compétences personnelles, sociales et méthodologiques et domaine «Société». Deux enseignants ont élaboré une planification semestrielle disponible désormais sur intranet. La tâche consistant à établir un état des lieux linguistique, comme le demande le plan d'étude école au début de chaque semestre pour les quatre capacités, a été réduite, en cela qu'un tel état des lieux est désormais exigé uniquement pour la lecture. À l'automne 2010 sont attendus les instruments visant à établir un état des lieux dans le domaine de l'écriture. Ainsi, la communication des besoins des enseignants, les efforts de formation continue et la mise à disposition de nouveaux instruments sont d'emblée disponibles.

ÉVALUATION

L'évaluation a commencé par un atelier réservé aux enseignants de la culture générale des deux écoles. Cet atelier a été fixé relativement tôt dans l'année (en avril 2010) afin de permettre dès la rentrée scolaire à l'automne 2010 l'introduction du plan d'étude école avec ses corrections les plus urgentes. La durée expérimentale était minimale (8 mois). Les résultats sont néanmoins réjouissants, en partie attendus et en partie tout à fait surprenants.

Domaine «Société» Les objectifs évaluateurs pour les formations professionnelles initiales de trois et de quatre ans ont été fixés de manière réaliste quant à leur volume et à leur difficulté. Il ne s'est agi ici ou là que de reformuler ou de biffer certains objectifs d'apprentissage; conclusion importante: le plan d'étude école dans sa forme actuelle est applicable. Le nouveau thème «Professions dans le miroir de la culture» n'interviendra, il est vrai, que lors de la deuxième année scolaire. Il faudra donc faire preuve de patience pour savoir si ce thème très intéressant tiendra ses promesses.

Le plan d'étude école des formations pro-

fessionnelles initiales de deux ans est pour l'heure surchargé. Cette constatation a surpris par sa clarté; il faut cependant reconnaître que d'entrée de cause plusieurs objectifs évaluateurs issus des formations professionnelles initiales de trois ans avaient déjà été biffés ou simplifiés dans la perspective des formations professionnelles initiales de deux ans. Un groupe de travail sera mis sur pied afin de retravailler le plan d'étude pour la formation professionnelle initiale de deux ans.

Domaine «Langue et communication» En ce qui concerne les formations professionnelles initiales de deux et de trois ans, l'ampleur accordée à la promotion explicite de





Dagmar Bach est conseillère indépendante dans le domaine du développement de la formation: elle dirige le projet «Plan d'étude école pour la culture générale à la BBZ et à la MGZ» et a aussi pour tâche d'évaluer le plan d'étude école.

l'apprentissage des langues a largement dépassé ce qui était prescrit. Pour les formations professionnelles initiales de trois ans, cette promotion devait être liée au domaine «Société». La promotion explicite de l'apprentissage des langues a eu lieu prioritairement dans les domaines de la lecture, de l'écriture et l'expression orale sous forme de monologue et de dialogue (présentations, techniques de discussion). Pour ce qui est de la promotion implicite de l'apprentissage des langues, les enseignants ont constaté a posteriori qu'ils avaient utilisé plus ou moins fidèlement différents types de textes, souvent sans planification consciente. Il faudra encore

passablement de temps avant que cette nouvelle dimension de l'enseignement soit intégrée de manière routinière dans les travaux de planification. La complexité du quotidien d'un enseignant, avec ses phases de surprise, ses corrections, sa planification d'excursion ou son accompagnement des travaux individuels d'approfondissement rend difficile l'adoption de nouvelles routines. Il serait sans doute judicieux de réduire un peu le nombre de types de textes; cette tâche a été déléguée au groupe d'experts accompagnant l'évaluation.

Promotion des compétences personnelles, sociales et méthodologiques La promotion de ces compétences a été pratiquée par les

enseignants de manière bien plus différenciée que cela n'a été le cas de la promotion de l'apprentissage des langues. Les enseignants qui avaient déjà coutume d'insister sur ce domaine ont continué à le faire, tandis que d'autres enseignants ont préféré mettre la priorité sur le domaine «Langue et communication». Durant l'atelier d'évaluation, on a aussi discuté du travail au moyen d'objectifs individuels. Des conventions correspondantes sur les objectifs pourraient constituer le cœur de l'activité de promotion des compétences interdisciplinaires. Le travail avec de telles conventions semble aujourd'hui pratiquement impensable dans l'enseignement traditionnel.

Le Cadre européen commun de référence pour les langues est en règle générale connu. C'est sur cette base qu'un instrument servant à établir un état des lieux linguistique (par écrit) a été élaboré; il sera testé à large échelle à l'automne 2010 pour la première fois. Le souhait de pratiquer une promotion simple et ciblée de ce bouquet de compétences complexes (compétences linguistiques, personnelles, sociales et méthodologiques) restera lettre morte à l'avenir également, le travail sur ces thèmes dépassant la capacité de certaines écoles. Une coordination des efforts à l'échelle fédérale et cantonale dans ce domaine serait la bienvenue.

PERSPECTIVE

L'évaluation sur un mode formatif sera poursuivie ses prochaines années, si possible en intégrant cette fois les personnes en formation. Afin de ne pas engendrer un surcroît de tâches supplémentaires chez les enseignants, la pratique de l'entretien, de l'interview et des autres approches sera poursuivie sous une forme orale plutôt qu'écrite. Les bilans intermédiaires annuels ont pour but de permettre de résoudre sans délai les problèmes en souffrance.



Tout savoir sur les salaires

La question des différences salariales apparaît quasi quotidiennement dans l'actualité. Qu'elle soit abordée sous l'angle de la discrimination entre hommes et femmes, de l'écart entre le salaire le plus bas et celui le plus élevé dans les entreprises ou des différences qui existent entre les branches économiques, elle préoccupe et interpelle. Et tout particulièrement les apprenants qui, au moment de se lancer dans le monde du travail, s'interrogent sur la voie professionnelle à choisir.

Texte Jean-Marc Huguenin, BNS

Les interrogations des apprenants trouvent des réponses dans le journal «Différences salariales» conçu par iconomix, l'offre de formation de la Banque nationale suisse, en collaboration avec PME Magazine. Les différents articles thématiques qu'il contient expliquent les facteurs qui influencent les salaires tout en relatant les témoignages de nombreux acteurs – apprenants, sportifs, artistes, etc. Fil rouge du journal, l'entreprise de snowboards Nidecker basée à Rolle ouvre ses portes et permet d'illustrer, à l'aide d'exemples concrets, les différents thèmes abordés.

PRODUCTIVITÉ ET SALAIRES

Chez Nidecker comme ailleurs, les employés qui gagnent le plus sont ceux qui bénéficient d'une longue expérience et d'une bonne formation. Formation et expérience permettent à une personne d'être plus efficace dans son travail. Autrement dit, sa productivité augmente. Cela signifie que, par heure de travail, une personne bien formée et expérimentée produira plus qu'un employé débutant et moins bien formé. Pour un apprenant, il est donc bénéfique de viser la plus haute formation possible.



Si les meilleurs salaires sont versés dans les banques (6905 francs par mois en moyenne), les moins bons le sont dans l'hôtellerie (4113 francs en moyenne). Comment explique-t-on une telle différence? À nouveau, la productivité du travail entre en jeu. Plus la valeur des biens et services produits dans une branche économique pendant une période donnée est élevée, plus les salaires versés seront hauts. Et le niveau de formation des employés dans une branche donnée permet précisément d'augmenter la productivité, tout comme le progrès tech-

nique. Ainsi, une branche comme celle de l'hôtellerie, où le progrès technique et la formation des employés sont inférieurs au secteur bancaire par exemple, offre les salaires les plus bas.

L'OFFRE ET LA DEMANDE

De nombreux métiers bien payés sont boudés par les jeunes. Ainsi, un polymécanicien gagne plus de 7000 francs après quelques années d'expérience et un constructeur de voies ferrées plus de 5000 francs cinq ans après son apprentissage. Ces professions



offrent de bons salaires parce qu'elles peinent à attirer des apprenants. Le salaire est donc, en partie, déterminé par l'offre et la demande. Si la demande de travail est élevée (de nombreuses entreprises cherchent à recruter) et que l'offre de travail est faible (peu de travailleurs sont intéressés), la rémunération augmentera. Mais l'inverse est également vrai: si la demande est faible (peu d'entreprises recrutent) et que l'offre est élevée (beaucoup de travailleurs sont sur le marché), le salaire baissera.

JOURNÉE THÉMATIQUE

Pour prolonger la discussion sur la thématique des différences salariales, iconomix, en collaboration avec la Haute école pédagogique de Lausanne (HEPL), organise le 17 novembre 2010 à Lausanne une journée thématique intitulée «Salaire et travail – entre performance et équité». Cette journée s'adresse aux professeurs d'économie et de culture générale ainsi qu'à toute personne intéressée. Trois intervenants livreront leurs réflexions. Serge Gaillard, membre du comité de direction du SECO, s'exprimera sur l'impact de la libre circulation des personnes sur le niveau des salaires en Suisse. Yves Flückiger, professeur d'économie à l'Université de Genève, identifiera les principaux facteurs qui expliquent les différences salariales. Enfin, Pascal Couchepin, ancien président de la Confédération et conseiller

fédéral, abordera la thématique sous un angle plus politique. Entre les interventions, les participants auront l'occasion de suivre en parallèle trois ateliers consacrés à des ressources pédagogiques iconomix – (1) Journal «Différences salariales», (2) Budget (présenté par Yvan Péguiron, professeur en didactique de l'économie à la HEPL) et (3) iconomix-TV, une série de films illustrés par Mix & Remix pour expliquer les principes de base de l'économie.

*Journée d'économie politique
Salaire et travail – entre performance et équité
17 novembre 2010, 13h30 à 18h00, Lausanne
Information et inscription:
jean-marc.huguenin@snb.ch
www.iconomix.ch/fr*

DISCRIMINATION SALARIALE

En Suisse, les femmes gagnent encore 24% de moins que les hommes. Si une moitié de cette différence s'explique par le fait que les femmes sont en moyenne moins bien formées que les hommes et bénéficient de moins d'expérience professionnelle en raison des interruptions dans leur carrière – maternité notamment –, l'autre moitié demeure inexplicable. Elle correspond donc à une véritable discrimination.

Il y a discrimination salariale quand deux personnes à la formation et aux compétences égales fournissent le même travail mais ne bénéficient pas du même salaire. Quelles que soient les raisons de cette discrimination, elles contreviennent à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes. Au-delà des aspects légaux, un employeur qui discrimine les femmes prend aussi le risque de voir ses meilleurs éléments féminins le quitter pour la concurrence!

ET LE PLAISIR?

Comme le relève une apprentie de Nidecker dans le journal iconomix, le salaire et ses différentes composantes (primes, commis-

sions, bonus, etc.) sont certes importants mais d'autres facteurs comptent peut-être plus encore. L'ambiance dans l'entreprise et le plaisir au travail sont notamment déterminants pour qu'un employé se sente bien. Pour un emploi qui leur convient et les motive, les jeunes sont souvent prêts à accepter un salaire plus bas.

ÉVALUER SON SALAIRE

Le journal «Différences salariales» est une source d'information et de liens vers d'autres ressources. Il permet notamment de découvrir un site qui permet à tout un chacun d'évaluer le salaire auquel il peut prétendre en fonction de ses caractéristiques (www.lohnrechner.bfs.admin.ch), de connaître le rôle fondamental des syndicats ou de décrypter les méandres d'une fiche de paie. Vous y découvrirez que s'il avait voulu gagner beaucoup d'argent, Goran Bezina, capitaine du HC Genève-Servette et de l'équipe nationale de hockey, aurait choisi le football. Ou que le rappeur Nega ne gagne que trois francs sur la vente d'un CD à trente francs...